

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 23/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURENCO SA

30 avenue Carnot
91300 Massy

Références : SEI-ER/IC/SM/UbD24-47/2026/063
Code AIOT : 0005200028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement EURENCO SA implanté Boulevard Charles Garaud B.P. 828 24108 Bergerac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURENCO SA
- Boulevard Charles Garaud B.P. 828 24108 Bergerac
- Code AIOT : 0005200028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement de BERGERAC de la S.A. EURENCO est spécialisé dans le développement, l'étude et

la fabrication de produits énergétiques principalement destinés à l'armement et à l'industrie automobile, essentiellement réalisés à base de nitrocellulose industrielle.
Le site est une installation classée autorisée et « SEVESO Seuil Haut » pour les rubriques 4210 et 4220 et « Seuil Bas » pour la rubrique 4330 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositifs de confinement des déversements et pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 7.1.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Installations secteur U2P	Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Installations secteur U2P	Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.4	Demande d'action corrective	30 jours
5	Installations secteur U2P	Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Installations secteur U2P	Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Installations secteur U2P	Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Surveillance et réseaux de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande d'action corrective	3 mois
9	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations secteur U2P	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un certain nombre d'actions correctives et de justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant

notamment sur le bassin de 6100 m³, les installations du secteur U2P et l'actualisation du POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 7.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement de 6100 m ³
Prescription contrôlée : [...] Les effluents d'origine accidentels sont envoyés soit vers le bassin de confinement de 6100 m ³ soit vers le bassin de confinement de 702 m ³ avant éventuel rejet dans le milieu naturel ou vers une filière adaptée. Les volumes de ces bassins doivent être maintenus disponibles en permanence. L'état des bassins de confinement, en particulier leur étanchéité, l'absence de corps étrangers et leur caractère opérationnel, en particulier l'absence d'eau remettant en cause leurs capacités de rétention, font l'objet d'une vérification périodique. Une consigne spécifique décrit les opérations de vidange des bassins qui interviennent soit en cas de pollutions accidentelles soit pour des raisons de maintenance des bassins. Les vérifications, les opérations d'entretien et les vidanges des bassins de confinement sont notés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Lors de l'inspection du 04/09/2025, l'inspection avait constaté que le bassin de confinement de 6100 m ³ était partiellement rempli d'eau et ne disposait pas de moyens de vérification du volume utile disponible. A la demande de l'inspection, l'exploitant a fait parvenir par courrier du 07/01/2026, une note de calcul relative à la quantification des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le bâtiment 3718. Lors de l'inspection du 12/03/2026, l'inspection a demandé à l'exploitant : - de justifier que le choix du scénario d'incendie de la note de calcul est majorant. Par courriel du 20/03/2026, l'exploitant s'est bien engagé sur le fait que le scénario considéré (incendie du local stabilisation du bâtiment 3718) est majorant. - de fournir la consigne décrivant les opérations de vidange du bassin de 6100 m ³ . L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la consigne décrivant les opérations de vidange du bassin de 6100 m ³ . L'exploitant a également confirmé que la bassin de 6100 m ³ n'est pas équipé d'un moyen permettant d'évaluer le niveau d'eau dans le bassin et ainsi de garantir un volume libre suffisant pour la récupération des eaux d'extinction en cas d'incendie. Par courriel du 20/03/2026, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un système provisoire pour avoir un repère visuel du remplissage du bassin. Le niveau a été défini par l'exploitant à 2,17 mètres du fond du bassin. Il a également indiqué que ce niveau est vérifié tous les matins par les préventeurs de quart.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant :

<ul style="list-style-type: none"> - fournisse la consigne décrivant les opérations de vidange du bassin de 6100 m3, - mette en place un moyen pérenne permettant d'évaluer le niveau d'eau dans le bassin et une procédure opérationnelle pour garantir un volume libre suffisant pour la récupération des eaux d'extinction en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations secteur U2P

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'ensemble des installations, l'exploitant met en œuvre les dispositions constructives présentées dans son étude de dangers et notamment les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place un merlon entre l'aire de chargement/déchargement des matières premières et les bâtiments 191 et 193 avant le début d'exploitation des installations U2P ; - présence de trappes coupe-feu ou de sas au niveau des transitions entre locaux (via convoyeurs, tapis...) pour éviter la propagation d'un événement pyrotechnique d'un local à l'autre ; - présence d'écrans pare-éclats au droit des portes du local Bivis permettant de stopper l'ensemble des éclats lorsque que le bâtiment Bivis soit ouvert ou fermé. <p>Dans les bâtiments Bivis, l'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires pour garantir un découplage des effets de surpression du local Bivis vers les locaux adjacents. Notamment, il définit et met en œuvre les distances d'éloignement des substances pyrotechniques présentes dans les locaux adjacents par rapport au local Bivis.</p> <p>La conception des locaux pour lesquels des effets thermiques ont été identifiés permet d'assurer un déclassement de deux zones de ces effets thermiques et un découplage thermique entre les différents locaux.</p> <p>L'exploitant met notamment en place un merlon d'une hauteur de 6 mètres entre les bâtiments 2620 et 2630 avant le début d'exploitation des installations U2P.</p> <p>Il tient à la disposition de l'inspection les justificatifs permettant de vérifier le déclassement thermique des bâtiments et le découplage thermique des locaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que l'aire de chargement/déchargement des matières premières n'est pas construite, l'exploitant a déclaré ne pas encore savoir si elle allait être mise en place. De ce fait, le merlon entre cette aire et les bâtiments 191 et 193 n'a pas été réalisé; - que le bâtiment 2630 n'a pas été construit, l'exploitant a déclaré qu'il ne serait a priori pas construit. De ce fait, le merlon entre les bâtiments 2630 et 2620 n'a pas été réalisé; - par échantillonnage, la présence d'écrans pare-éclats au droit d'une des deux portes du local BIVIS (panneaux de bois); - que le local BIVIS est bâti en murs forts et toiture forte de 65 cm d'épaisseur avec ferrailage; - au niveau du local BIVIS : la présence au niveau de la toiture d'un évent avec dalle pare-éclats;

- au niveau du local BIVIS : la présence de trois portes blindées. Au niveau de la plus grande des portes, l'inspection note un espace en partie inférieure. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que cet espace ne remettait pas en cause le découplage des effets de surpression du local BIVIS vers les locaux adjacents. Il a néanmoins indiqué qu'une étude est en cours pour justifier ce point;
- au niveau du local BIVIS : la présence d'une trappe coupe-feu entre le local BIVIS et le local dépotage. Entre le local BIVIS et le local dosage, l'inspection constate la présence d'un pare-éclat côté local BIVIS mais l'absence de trappe coupe-feu côté local dosage. L'inspection note également qu'une partie du convoyeur au niveau du local dosage a été capotée par du plexiglas. Au niveau du bâtiment essorage, l'inspection a constaté par échantillonnage au niveau d'une des cellules :
 - la présence de murs béton dépassant d'un mètre en toiture,
 - la présence d'une toiture bac acier,
 - la présence de portes acier,
 - la présence d'auvent sur le devant de la cellule. L'exploitant a indiqué que cet auvent sert protéger les personnes en cas d'incendie au sein de la cellule. L'inspection note que ce "trottoir" n'est pas matérialisé clairement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant :

- justifie que l'espace au niveau des portes du local BIVIS et l'absence de trappe coupe-feu au niveau du passage entre les locaux BIVIS de dosage ne remettent pas en cause le découplage des effets de surpression du local BIVIS vers les locaux adjacents,
- justifie que le capotage partiel du convoyeur au niveau du local dosage ne remet pas en cause l'efficacité de l'extinction automatique sur cette zone,
- évalue le besoin de matérialiser le trottoir couvert par des auvents,
- porte à la connaissance du préfet les installations qui ne seront pas mise en oeuvre par rapport à son DDAE, évalue, le cas échéant, les conséquences en matière de risque accidentel et identifie les dispositions réglementaires qui deviennent caduques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Installations secteur U2P

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

[...]
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni les fiches de données de sécurité de la nitroguanidine et des granules double base utilisés comme matières premières pour la fabrication de poudre.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni l'état des stocks du bâtiment casquette 392 qui mentionne la présence de 29 palettes de 600 kg chacune de nitroguanidine. L'exploitant a indiqué que le système SAP qui permet de faire cet état des stocks le met à jour en fin de quart. Le jour de la visite, l'état des stocks a été mis à jour à 12h00.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a constaté la présence de 27 palettes dans le bâtiment casquette 392. L'exploitant a expliqué que cette différence provient du fait que deux palettes ont été utilisées entre midi et le moment du passage de l'inspection dans le bâtiment 392.</p> <p>L'inspection a constaté, au niveau du local dépotage des granules double base de la BIVIS 2, la présence de 18 paquets de granules qui n'apparaissent pas dans l'état des stocks. Selon l'exploitant, la BIVIS 2 étant en cours de maintenance, ces paquets sont présents depuis quelques jours.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il considérerait ces paquets comme de l'encours de production et que ceux-ci n'apparaissent pas dans l'état des stocks.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant de ne pas laisser de cartons de matières premières pyrotechniques stockés lors de l'arrêt d'une ligne pour maintenance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations secteur U2P

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Produits pyrotechniques utilisés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seules les matières premières suivantes sont autorisées à être utilisées dans le process des installations de U2P :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nitroguanidine référencée Nitroguanidine LBD coarse dry de la société Alzchem Trostberg GmbH, - Granules double base PBC-0040. <p>En cas de modifications de la référence de ces produits, l'exploitant réalise une étude de sécurité particulière pour vérifier que les produits ne sont pas de division de risque 1.1. L'exploitant met en place un système de vérification qualité de ces produits à une fréquence régulière. L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, par échantillonnage, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le local de dépotage des granules double base de la BIVIS 2, la présence de fûts de granules dont l'étiquetage correspond à la désignation de produit PBC-0040 et à la FDS fournie par

<p>l'exploitant lors de la visite,</p> <p>- dans le bâtiment casquette 392, la présence de cartons de nitroguanidine dont l'étiquetage correspond à la désignation de produit Nitroguanidine LBD coarse dry de la société Alzchem Trostberg GmbH et à la FDS fournie par l'exploitant lors de la visite.</p> <p>L'inspection note néanmoins que l'étiquetage des emballages contenant de la nitroguanidine sont indiqués de division de risque 1.1 alors de l'exploitant a produit une étude de sécurité particulière qui décline ce produit en division de risque 1.3, dans les conditions d'utilisation et de stockage sur le site. Par courriel du 20/03/2026, l'exploitant a indiqué que la consigne de sécurité a été modifiée pour indiquer le classement au transport (1.1D) ainsi que le classement au travail de la Nigu (1.3b). Ce classement sera également indiqué dans la fiche POI qui est en cours de mise à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant mette en place un étiquetage sur les emballages de nitroguanidine correspondant à la division de risque de ce produit, dans les conditions d'utilisation et de stockage sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : Installations secteur U2P

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de mise en œuvre de la NiGu et des granules double base</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la Nitroguanidine au sein des installations de l'unité U2P, l'exploitant respecte les hypothèses retenues ainsi que les mesures de prévention et de protection proposées dans l'analyse des risques de la note n°161/23/AGS/JLIS/NP version C du 12/04/2024. L'exploitant caractérise le type de pollution possible de la Nitroguanidine par des agents réducteurs ou organiques susceptible d'en modifier le comportement. Il définit dans une consigne, par zones géographie, les moyens qui permettent de l'éviter. Pour l'utilisation des granules double base, l'exploitant s'assure du respect des conditions d'utilisation qui garantissent un classement en division de risque 1.3 de ce produit. L'exploitant définit des consignes de mise en œuvre de ces composés. Elles sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection s'est attachée à vérifier la mise en œuvre des hypothèses retenues dans la note n°161/23/AGS/JLIS/NP version C du 12/04/2024 dans le chapitre 6.2 ainsi que certaines mesures de prévention résumées dans le chapitre 6.4 de cette même note.</p> <p>Ci-après ne ressortent que les points jugés comme non conformes ou à préciser par l'inspection :</p> <p>- présence d'une consigne définissant par zones géographiques les moyens permettant d'éviter une pollution de la nitroguanidine : l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir cette consigne. Il a cependant indiqué être en train de finaliser une nouvelle étude de sécurité particulière pour la mise en œuvre de la nitroguanidine sur le site, suite à une modification des trajets de cette</p>

<p>matière sur le site. Cette nouvelle étude doit lui permettre de proposer une consigne afin d'éviter la pollution de la nitroguanidine.</p> <ul style="list-style-type: none"> - conception de la trémie receveuse conçue de manière à limiter le tassement de la nitroguanidine : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier précisément ce point. - contrôle par caméra thermique des camions chargés de nitroguanidine à l'entrée du site : l'exploitant a indiqué ne pas disposer de ce type de contrôle à l'entrée du site. - Information à donner à l'opérateur pour autorisation de remplissage de la trémie donneuse : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier précisément ce point.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - définisse une consigne définissant par zones géographiques les moyens permettant d'éviter une pollution de la nitroguanidine, - justifie les actions mises en œuvre relatives à la conception de la trémie receveuse et de l'information donner à l'opérateur pour autoriser le remplissage de la trémie donneuse, - mette en œuvre un contrôle par caméra thermique du camion à l'entrée du site, ou justifie de la mise en œuvre d'une mesure équivalente.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Installations secteur U2P

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dépoussiérage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un système de dépoussiérage dont les caractéristiques sont conformes à son dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p> <p>La flegmatisation des poussières est effectuée par passage à travers un dépoussiéreur avec pulvérisation d'eau pour abattre les poussières dans un bac sous eau. L'exploitant met en place une consigne pour s'assurer que la flegmatisation est assurée de manière fiable et continue.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures pour éviter l'accumulation de poussières pyrotechniques dans les tuyauteries du process ainsi que pour éviter de rejeter des poussières pyrotechniques dans l'atmosphère.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le contrôle de ce point, l'inspection s'est basée sur l'analyse des risques préliminaire du local dépoussiéreur dans l'étude de dangers du site.</p> <p>L'exploitant a expliqué que les points de captation du dépoussiéreur sont au nombre de 3 dans chaque dans chaque ligne BIVIS : au niveau des locaux dépotage, dosage et avant extrudeuse. Un local spécifique abrite le dépoussiéreur.</p> <p>Lors de la visite, au niveau du local dépoussiéreur, l'inspection a constaté la présence d'un pressostat au niveau de l'alimentation en eau et d'un système de détection de rotation du ventilateur. L'exploitant a déclaré que ces éléments sont reportés sur la supervision du secteur U2P. En salle de supervision, l'inspection a bien constaté le report du système de détection de</p>

rotation du ventilateur mais pas le report du pressostat au niveau de l'alimentation en eau. De plus, l'exploitant n'a pas pu justifier de l'arrêt du dépoussiéreur en cas de pression en eau trop basse ou d'absence de rotation du moteur du ventilateur.

Dans le local de dosage, l'inspection a constaté la présence d'un clapet coupe-feu au niveau de la canalisation de dépoussiérage.

L'inspection n'a pas pu constater visuellement la présence de filtre arrêtant les poussières dans l'eau du dépoussiéreur ni la présence d'un capteur de perte de charge. Ce filtre apparaît cependant bien sur la supervision du secteur U2P. Par contre, la mesure de la perte de charge est inactive. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la fréquence de la maintenance associée à ce filtre, il a indiqué que si la perte de charge est trop forte, l'installation se mettra en défaut.

L'inspection a constaté l'absence de portes magnétiques qui s'ouvrent dans le local de dépoussiérage si la pression augmente (mesure de prévention indiquée par l'exploitant dans son étude de dangers).

L'inspection a demandé à l'exploitant le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du local dépoussiérage du bâtiment BIVIS. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir ce rapport. Par courriel du 20/03/2023, l'exploitant a fourni la liste des rapports de vérification initiale foudre de tous les bâtiments U2P, dans laquelle le local dépoussiérage n'apparaît pas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant :

- justifie de l'arrêt effectif du dépoussiéreur en cas de pression en eau trop basse ou d'absence de rotation du moteur du ventilateur,
- justifie de la présence d'un capteur de perte de charge au niveau du filtre du dépoussiéreur ou propose une mesure alternative permettant le changement du filtre à une fréquence suffisante pour garantir son efficacité dans le temps,
- mette en place des portes magnétiques qui s'ouvrent dans le local de dépoussiérage si la pression augmente, ou propose une mesure alternative,
- fournisse le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du local dépoussiérage du bâtiment BIVIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations secteur U2P

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2026, article 8.17.8

Thème(s) : Risques accidentels, Solvants

Prescription contrôlée :

Les cuves de stockage de solvants sont double peau avec une détection de fuite.

Au niveau de la zone de dépotage des solvants, l'exploitant met en place une rétention enterrée (puisard) d'un volume de 30 m³.

L'aire de dépotage d'acétone et d'éthanol du secteur U2P est équipée d'une détection automatique reliée à une rampe de noyage avec émulseurs positionnée au dessus des camions.

Constats :

<p>L'inspection a constaté la présence d'un système de détection de fuites au niveau des deux cuves de solvants du secteur U2P.</p> <p>Sur l'aire de dépotage, l'exploitant a montré la grille et le regard du puisard de 30 m3.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de justifier de ce volume de 30 m3, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier ce point le jour de la visite.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de trois détecteurs IR sur l'aire de dépotage et d'une rampe de noyage avec émulseurs positionnée au dessus des camions. L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection de départ de feu, une alarme apparaît en salle de supervision.</p> <p>En salle de supervision, l'inspection a constaté la présence des niveaux haut et très haut dans les cuves de solvants. L'exploitant a déclaré que l'atteinte du seuil très haut est couplé à un arrêt de la pompe de l'aire de dépotage.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de fournir la consigne de dépotage. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir ce document le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifie du volume effectif du puisard au niveau de l'aire de dépotage des solvants sur le secteur U2P, - fournisse la consigne de dépotage.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Surveillance et réseaux de détecteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et réseaux de détecteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs.</p> <p>Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs.</p> <p>Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a demandé à l'exploitant de fournir la liste des détecteurs tels que prévus dans son étude de dangers avec leur fonctionnalité et les opérations d'entretien nécessaires. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir cette liste le jour de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu que l'exploitant fournisse la liste des détecteurs tels que prévus dans son étude de dangers avec leur fonctionnalité et les opérations d'entretien nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la dernière version du POI du site (indice N du 01/06/2023) ne contient pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant actualise son POI et précise les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois